Tous les élèves de la section radio-électricité (classe de seconde) à l'exception des trois élèves exclus à titre définitif, sont punis pour une durée de 1 mois à compter du 15-2-68 pour refus d'obéissance.

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Nominations

N° 25-D-MER du 19-2-68 — Les fonctions d'économiste du Centre d'Apprentissage Agricole de Tové, confiées à M. Gnofam Bertin, adjoint technique d'agriculture de 2° classe 4° échelon, sont étendues à l'ensemble du Centre de Formation Agricole de Tové.

La présente décision prendra effet à compter de la prise de service de l'intéressé.

N° 2-MER du 20-2-68 — Sont nommées pour l'année scolaire 1968-1969, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 67-167 du 10 août 1967, professeur à l'école nationale d'agriculture de Tové, dans les disciplines ci-après, les personnes dont les noms suivent :

— enseignement du français, de la géographie et de l'instruction civique : M. Morin, ancien inspecteur de l'enseignement primaire en retraite.

— enseignement de l'Agriculture générale : M. Gaudy, inspecteur général de l'agriculture, conseiller technique au ministère de l'économie rurale.

Les professeurs désignés ci-dessus percevront individuellement une indemnité horaire forfaitaire de mille (1.000) francs pour les cours professés.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 20, article 14.

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République du Togo.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 3-MSP-MEN du 20-2-68 portant création d'un conseil d'administration de l'école de sages-femmes du Togo.

LE MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 64-61 du 13 mai 1964 portant création d'une école nationale de sages-femmes d'Etat du Togo ;

Vu le règlement intérieur de l'école ;

Sur le rapport du directeur de l'école de sages-femmes d'Etat du Togo,

ARRETEMENT :

Article premier. — Il est créé à l'école nationale de sages-femmes d'Etat du Togo rattachée à la Faculté Mixte de Médecine et de Pharmacie de Dakar, pour compter de la date de signature du présent arrêté, un conseil d'administration dont la composition est la suivante :

- Un représentant de l'assemblée nationale ;
- Un représentant du ministre de la santé publique ;
- Un représentant du ministre de l'éducation nationale ;
- Un représentant du ministre des finances ;

Un représentant du doyen de la faculté de médecine de Dakar ;

Le directeur général de la santé publique ou son représentant ;

Le directeur de l'hôpital de Tokoin ;

Une monitrice de l'école nationale de sages-femmes ;

Un membre de l'association des sages-femmes du Togo ;

Un représentant des professeurs de l'école.

La présidence du conseil appartient au représentant du ministre de la santé publique.

Les fonctions de président et de membre du conseil d'administration sont gratuites.

Art. 2. — Le conseil se réunit périodiquement, au moins deux fois par année scolaire et sur convocation de son président.

Le conseil délibère à la majorité des membres présents. La voix du président est prépondérante.

Les délibérations du conseil sont inscrites sur les registres des procès-verbaux et signées par les membres présents.

Le directeur de l'école nationale des sages-femmes d'Etat peut assister aux délibérations du conseil mais avec voix consultative.

Art. 3. — Le conseil formule des propositions et donne des avis dans les matières ci-après :

- Règlement intérieur de l'école
- Evaluation des recettes et dépenses
- Frais d'études et d'entretien
- Indemnités et allocations diverses
- Recrutement du personnel d'encadrement
- Désignation des professeurs.

Art. 4. — Les professeurs et les monitrices de l'école sont nommés par le ministre de la santé publique et le ministre de l'éducation nationale sur proposition du directeur de l'école et après avis du conseil d'administration.

Art. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 février 1968

Le ministre de la santé publique,

Cdt A. A. Djafalo

Le ministre de l'éducation nationale,
S. T. Babelème

MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DU TOURISME ET DU PLAN

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 2-MCITP-MTP du 22-2-68 complétant l'arrêté n° 9-MCITP-MTP du 18 septembre 1967 déterminant les prix de vente des carburants.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DU TOURISME ET DU PLAN ET LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution ;

Vu l'arrêté interministériel n° 9/MCITP/MTP du 18 septembre 1967 déterminant les prix de vente des carburants ;

Après consultation de la commission nationale des prix,

ARRETEMENT :

Article premier. — Conformément aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté interministériel n° 9-MCITP-MTP du 18 septembre 1967, la surcharge fret océan doit être justifiée par des factures authentiques, sous peine d'être versée au Fonds Routier.